

Requête pour Appui Ciblé

Appui juridique et institutionnel initial pour la
préparation à REDD+ à Madagascar

| I. SUMMARY OF REQUEST | |
|--|---|
| Main objective | <p>Madagascar sollicite l'ONU-REDD à travers la FAO et le PNUD pour cet appui ciblé qui vise à dresser, d'ici à mars 2015, un état des lieux du contexte institutionnel et du cadre juridique de Madagascar pour la mise en œuvre de la stratégie REDD+, et à formuler des recommandations pour consolider le processus de préparation et avancer vers la mise en œuvre, notamment en matière de :</p> <ul style="list-style-type: none">- réformes juridiques et réglementaires- organisation du dialogue multipartenaires et intersectoriel autour de la construction de la stratégie nationale- arrangements institutionnels- engagement et renforcement des capacités |
| Main results expected | <p>R1: Le cadre légal et réglementaire malgache, ainsi que les études antérieures déjà conduites sont analysés, et les carences et doublons pouvant être des obstacles au succès de REDD+ sont identifiés</p> <p>R2: Des pistes d'amélioration du cadre juridique malgache sont recommandées, et des propositions d'amendements de textes ou de nouveaux textes sont formulées sur base d'un processus de consultation participatif</p> <p>R3: Les facteurs politiques et institutionnels, les processus d'utilisation des ressources les impacts sur les programmes et politiques dans les domaines associés à REDD+ sont analysés et appuient des recommandations pour sécuriser la préparation nationale à REDD+</p> <p>R4: Les capacités nationales sont renforcées sur la formulation d'une vision et d'une stratégie nationale REDD+ transformationnelle à travers une mission d'échange Sud-Sud avec un pays REDD+ pertinent</p> <p>R5: Les parties prenantes sont pleinement engagées dans une réflexion collective autour de la vision et de la stratégie nationale REDD+ à travers un atelier sur les scénarii de développement</p> |
| Total amount requested (US\$) | 175.000 (FAO: 80.000; PNUD: 95.000) |
| Related Work Area/s as defined in the <u>UN-REDD Programme Strategy 2011-2015</u> | Governance, Transparency & Accountability, Green Economy |
| Planned period of implementation | Août 2014 – Mars 2015 |
| Please select below type of funding as appropriate | |
| <input type="checkbox"/> Request for funding for REDD+ activities implemented in support of existing UN-REDD National Programmes. | |
| <input checked="" type="checkbox"/> Request for funding for REDD+ activities complementary to other nationally-defined REDD+ activities (national strategies, RPP and/or bilaterally funded REDD+ activities) or for initiation of REDD+ activities. (The country has no UN-REDD National Programme. | |

II. BACKGROUND

Depuis 2008 et en dépit des troubles politiques, Madagascar est resté engagé dans la préparation à REDD+ en avançant de manière ciblée et ponctuelle sur certains aspects de REDD+ comme le MRV, les projets pilotes, le dialogue avec les parties prenantes... Depuis début 2014 dans l'élan du processus de normalisation politique, Madagascar s'apprête à entrer de plein pied dans la préparation à REDD+. Le financement de son R-PP a été approuvé par le PC du FCPF en juillet 2014 et sera déployé à partir de la fin de l'année 2014.

Le R-PP constitue pour le pays une feuille de route robuste et participative pour avancer vers la phase de mise en œuvre de REDD+ qui devrait démarrer dès 2016. Le R-PP mentionne précisément le besoin d'un appui de l'ONU-REDD en complément des financements actuellement mobilisés.

En matière de stratégie nationale, Madagascar souhaite explorer en particulier quatre options majeures :

- Améliorer la gouvernance du secteur forestier ;
- Créer des incitations à la gestion durable et l'utilisation efficace des ressources forestières ;
- Renforcer le suivi et le contrôle forestiers et l'application de la loi.
- Développer des alternatives à la déforestation et à la dégradation des ressources forestières

Plus spécifiquement, la nécessité de compléter et d'améliorer le cadre légal et institutionnel du secteur forestier est reconnue par le R-PP en date du 28 mars 2014 (« proposition des mesures pour l'état de préparation, R-PP »). Le R-PP prévoit de mener une analyse des textes en lien avec la REDD+ et de procéder à leur mise à jour ou de développer de nouveaux textes si cela s'avère nécessaire. Une étude menée en 2012 sur l'état de la gouvernance forestière à Madagascar recommandait déjà la mise à jour de la politique forestière (POLFOR) et l'intégration d'une vision forestière pour l'an 2030 ou 2050. Par ailleurs, un projet de révision de la politique forestière aboutissant à l'élaboration de code forestier est actuellement envisagé avec l'appui de la FAO.

L'appui du FCPF intervient dans un paysage malgache marqué par des capacités gouvernementales limitées pour coordonner un nombre important d'acteurs et d'initiatives techniques ou opérationnelles avancées et hétérogènes. L'appui ciblé qui sera déployé par l'ONU-REDD à travers la FAO et le PNUD entend appuyer de manière additionnelle et spécifique le gouvernement dans la compréhension, la mise en cohérence et la coordination des forces REDD+ du pays autour d'un processus de construction stratégique robuste. En effet, la FAO et le PNUD sont actifs depuis de longues années à Madagascar sur des questions cruciales associées aux options stratégiques REDD+ qui seront approfondies dans le cadre du R-PP, par exemple en matière de gouvernance, de développement local et de politique forestière. A ce jour, cet appui ciblé permettra de capitaliser sur les acquis des deux agences à Madagascar et de leur appui aux autres processus REDD+ régionaux pour sécuriser les conditions de succès de la construction de la stratégie REDD+, y compris dans ses dimensions politiques et transformationnelles.

Par exemple, le département légal de la FAO va fournir un appui technique à la Direction Générale des Forêts du MEF dans le cadre du projet « Révision de la politique forestière et élaboration du code forestier à Madagascar » comme mentionné ci-dessus. Ce projet vise à soutenir le gouvernement malgache dans l'élaboration d'un code forestier cohérent et d'un document de politique des forêts actualisé fixant les objectifs et les grandes orientations stratégiques. Le volet « appui juridique ciblé à la préparation pour la REDD+ à Madagascar » du présent appui ciblé viendra renforcer la mise en œuvre des activités du projet appuyé par la FAO en s'assurant que tous les éléments de la REDD+ sont pris en compte dans les réformes proposées et que des recommandations sont formulées pour améliorer la mise en œuvre effective des lois et règlements. Les deux projets seront mis en œuvre de manière coordonnée, par exemple, à travers l'organisation d'atelier(s) conjoint(s). Les deux projets s'inscrivent ainsi dans la lignée du projet d'inventaire et d'analyse des textes du droit forestier soutenu par la FAO fin 2013.

III. SPECIFIC OBJECTIVES

Handwritten signatures and initials:
- Top left: A signature that appears to be "L. L."
- Middle left: A signature that appears to be "M. M."
- Bottom left: A signature that appears to be "J. J."

Le présent appui ciblé comporte trois volets, déclinés en cinq activités principales

Volet A : Appui juridique (pilote par la FAO)

- Objectifs : l'analyse du cadre légal et réglementaire malgache et l'identification des carences et doublons pouvant être des obstacles au succès de la mise en œuvre de la REDD+, ainsi que la formulation de recommandations de pistes d'amélioration du cadre juridique malgache et de sa mise en application effective, incluant possiblement des propositions d'actualisation ou d'amendements des textes, et ce sur la base d'un processus de consultation participatif ; le renforcement des capacités des acteurs impliqués et consultés dans le cadre des activités entreprises (les ateliers prévus seront organisés de telle sorte à sensibiliser, dans un premier temps, et de renforcer, dans un deuxième temps, les connaissances des participants sur les aspects juridiques de la REDD+)

- Activité 1 : Analyser le cadre légal et réglementaire malgache et identifier les carences et doublons pouvant être des obstacles au succès de la REDD+. Cette activité se décompose en quatre sous-activités : sensibiliser les parties prenantes et élaborer le plan détaillé d'analyse ; analyser le cadre juridique malgache et ses implications sur REDD+ ; prendre connaissance et analyser les études antérieures déjà réalisées ; analyser les obstacles à la mise en œuvre des dispositions phares pour REDD+ dans une démarche participative ; valider l'analyse juridique et l'analyse des obstacles.

- Activité 2 : Formuler des recommandations sur les pistes d'amélioration du cadre juridique malgache, et proposer des amendements de textes ou de nouveaux textes sur base d'un processus de consultation participatif. Cette activité comporte deux sous-activités : émettre des recommandations sur les textes en vigueur sur base de consultations bilatérales (incluant des propositions d'amendements aux textes existants et des propositions de nouveaux textes lorsqu'approprié), ainsi que sur les moyens techniques, financiers, institutionnels ou autres pour une meilleure application des lois et règlements malgaches ; valider les recommandations et élaborer une feuille de route des réformes.

Volet B : Analyse du Contexte et des Institutions (pilote par le PNUD)

- Objectifs : Analyser les facteurs politiques et institutionnels, les processus d'utilisation des ressources et les impacts sur les programmes et politiques dans les domaines associés à REDD+ et formuler des recommandations pour la préparation nationale REDD+. Pour ce faire et entre autres démarches, les pistes de réflexions déjà soulevées dans le R-PP seront approfondies.

- Activité 3 : Mener une analyse du contexte et des institutions (ICA) à travers le recrutement d'un consultant national, d'un consultant international, d'une revue bibliographique, de consultations bilatérales et de deux ateliers de consultation et d'information. L'analyse comprend cinq sous-composantes : analyser l'histoire de la gestion forestière à Madagascar ; analyser la législation, les processus législatifs et dégager les facteurs socioculturels pertinents ; analyser et cartographier les acteurs impliqués directement et indirectement dans REDD+ ; analyser le potentiel de changement et identifier les actions prioritaires pour un impact transformationnel de REDD+, en capitalisant notamment sur l'analyse des facteurs de déforestation et dégradation ; souligner les implications de l'analyse sur les questions plus larges de gouvernance pour REDD+.

Volet C : Renforcement des capacités et du dialogue sur les enjeux et les approches REDD+ (pilote par le PNUD)

- Objectifs : Renforcer les capacités nationales et le dialogue multipartenaires en préparation à la formulation d'une vision et d'une stratégie transformationnelle de REDD+

- Activité 4 : Organiser une mission d'échange Sud-Sud avec un pays pertinent en terme de maturité technique et politique pour une vision transformationnelle de REDD+ (approche systémique et intégration multisectorielle, engagement de politiques, amélioration des conditions habilitantes, transformation des cadres de mise en œuvre...). Cette activité comprendra trois étapes : identifier le pays partenaire et préparer la mission ; réaliser la mission ; capitaliser sur la mission

- Activité 5 : Organiser un large atelier de consultation et de formulation de « storylines » projetant des scénarii différents du développement futur du pays, comme base narrative pour alimenter le dialogue national en matière de vision REDD+. Cette activité comprendra aussi trois étapes associées à la préparation, l'exécution de l'atelier, et la finalisation des narratifs des scénarii. L'action sera mise en œuvre par un consultant national, avec l'appui du PNUD (national, régional et un expert global) et sous la coordination du gouvernement.

L'expertise interne de la FAO et du PNUD au travers du programme ONU-REDD sera mobilisée pour coordonner ces actions, intervenir et fournir un appui technique dans leur mise en œuvre. Cela implique des revues et communication à distance, des notes techniques, ou encore des missions de pilotage ou de renforcement des capacités.

IV. IMPLEMENTATION

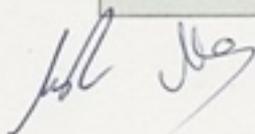
Please describe the implementing arrangements for the activities planned.

- Include the main implementing institutions and partner institutions.
- Explain what measures were taken to engage indigenous peoples and civil society, as applicable

Les activités décrites ci-dessus seront soutenues par la FAO et le PNUD respectivement, en étroite collaboration avec le Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts; le Secrétaire Général du MEEF et le Point Focal National REDD+ de Madagascar et avec le soutien logistique du bureau pays de la FAO. Plusieurs consultants seront engagés afin de réaliser les études mentionnées en sus et ce, sous la supervision de la FAO, du PNUD et du Point Focal REDD+ de Madagascar. Les parties prenantes malgaches à la REDD seront consultées et engagées tout au long du processus du projet au travers de réunions et d'ateliers de consultation. Cela inclut les représentants de la société civile et des communautés locales de base, suivant les lignes directrices développées par le programme ONU-REDD et le FCPF. A ce titre, un premier atelier de concertation a été organisé le 16 juillet 2014 avant la soumission de cette demande, et illustre l'engagement du gouvernement de consulter les diverses parties prenantes sur le contenu des activités et produits ci-proposés.

VI. SUMMARIZED WORKPLAN WITH BUDGET AND TIMELINE

| Description of planned outputs and activities | Amount (US\$) | Implementation period (from month /year to month/year) |
|--|---------------|--|
| Produit 1: Rapport d'analyse du cadre légal et réglementaire malgache (FAO : résultat 2.3 de l'AAN) | 50.000 | Août. 2014 à Janv. 2015 |
| <i>sensibiliser les parties prenantes et élaborer le plan détaillé d'analyse (réunion de travail)</i> | 1.000 | <i>Oct. 2014</i> |
| <i>analyser le cadre juridique malgache et ses implications sur REDD+ (consultant national et assistance technique)</i> | 40.000 | <i>Oct. à Nov. 2014</i> |
| <i>valider l'analyse juridique et l'analyse des obstacles (organisation d'un atelier)</i> | 9.000 | <i>Déc. 2014 à Janv. 2015</i> |
| Produit 2: Rapport de recommandations d'amélioration du cadre juridique, y compris propositions d'amendements de textes ou de nouveaux textes (FAO : résultat 2.3 de l'AAN) | 30.000 | Nov. 2014 à Janv. 2015 |
| <i>émettre des recommandations sur base de consultations bilatérales (consultant national et assistance technique)</i> | 20.000 | <i>Nov. à Déc. 2014</i> |
| <i>valider les recommandations et élaborer une feuille de route des réformes (organisation d'un atelier)</i> | 10.000 | <i>Déc. 2014 à Janv. 2015</i> |
| Produit 3: Rapport d'analyse du contexte et des | 40.000 | Août 2014 à Janv. 2015 |



| | | |
|--|----------------|------------------------------|
| institutions (ICA) (PNUD : résultat 2.1 de l'AAN) | | |
| recruter un consultant national et un consultant international pour mener l'analyse et les consultations | 25.000 | Oct. 2014 à Janv. 2015 |
| organiser un atelier de lancement à but d'information et de consultation | 5.000 | Oct. 2014 |
| organiser un atelier de clôture à but d'information et de validation | 10.000 | Janv. 2015 |
| Produit 4 : Rapport de mission d'échange Sud-Sud sur la vision transformationnelle de REDD+ (PNUD : résultat 2.2 de l'AAN) | 40.000 | Août 2014 à Fév. 2015 |
| identifier le pays partenaire et préparer la mission | 0 | Août à Sept. 2014 |
| réaliser la mission (prise en charge de 5 personnes + 1 facilitateur PNUD) | 30.000 | Oct. à Nov. 2014 |
| capitaliser sur la mission (rapport d'observations et d'analyse, atelier de restitution, communiqués...) | 10.000 | Nov. 2014 à Fév. 2015 |
| Produit 5: Rapport narratif sur les scénarii de développement d'un cadre institutionnel et d'une vision REDD+ à Madagascar (PNUD : résultat 2.2 de l'AAN) | 15.000 | Août 2014 à Fév. 2015 |
| recruter un consultant national pour préparer et animer l'atelier, et faciliter la consolidation du rapport et sa diffusion | 3.000 | Oct. 2014 à Fév. 2015 |
| organiser un large atelier public sur deux jours | 10.000 | Nov. 2014 |
| Finaliser la formulation des scénarii et assurer la diffusion publique | 2.000 | Déc. 2014 à Fév. 2015 |
| Total amount requested (US\$) | 175.000 | |

V. FUNDING SOURCE

Les activités décrites dans le plan d'action ci-dessous seront intégralement financées par le présent appui ciblé. En revanche, il faut souligner que :

- Ces activités s'inscrivent dans le cadre d'objectifs et de travaux plus larges de préparation à REDD+ à Madagascar, et sont donc associées à d'autres financements comme le FCPF (3.8M\$), le budget national engagé dans le cadre du R-PP (426.000\$) ou encore le Programme Environnemental 3 (1.394.000\$).

- Il est attendu que ces activités mobilisent des financements additionnels de la part des partenaires du processus national REDD+ comme les ONG et agences de coopération afin d'exploiter les opportunités de renforcement de capacités et de dialogue offertes (par exemple pour financer une ou deux personnes additionnelles pour la mission d'étude Sud-Sud, ou des participants supplémentaires de la société civile, des communautés locales ou des peuples autochtones aux ateliers).

VII. MONITORING OF PROGRESS AND REPORTING

Please describe how the progress of planned activities and outputs will be monitored and reported by time.

Les activités et produits décrits ci-dessus feront l'objet d'un processus de suivi de la part du Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts, de la FAO et du PNUD respectivement ainsi que du Secrétaire Général du MEEF et du Point Focal National REDD+ de Madagascar.

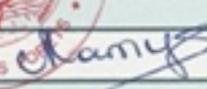
Les experts juridiques de la FAO fourniront une supervision tout au long de l'écriture des rapports juridiques (Produits 1 et 2) ainsi qu'un contrôle qualité des rapports préparés par le consultant national. Les experts nationaux, régionaux et globaux du PNUD appuieront les produits 3, 4 et 5.

Au niveau du reporting, en sus des produits décrits ci-dessus (rapport d'analyse, rapport de recommandations, feuille de route, rapport d'atelier, rapport d'observations, scénario), cet appui ciblé répondra aux exigences de l'AAN pour contribuer aux rapports semi annuels et annuels telles que développées par le Secrétariat du programme ONU-REDD.

Un comité de pilotage placé sous la présidence du Secrétaire Général du MEEF et composé du point focal REDD+ du MEEF et d'un représentant du PNUD et de la FAO (bureaux pays) se réunira tous les deux mois pour superviser l'avancement de la mise en œuvre de cet appui ciblé. Les éventuels frais marginaux associés à ces réunions seront couverts dans le cadre du budget PNUD/ONU-REDD de cet appui ciblé.

VIII. UN-REDD COUNTRY FOCAL POINT

MAMITIANA Andriamanjato, Point Focal REDD+ National (MEEF/Direction Générale des Forêts)

Signature: 

| | |
|-------------------------|---|
| Name and title | MAMITIANA Andriamanjato, Point Focal REDD+ National |
| Institution and address | Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts Direction Générale des Forêts, B.P. 243 Nanisana-Antananarivo |
| Phone number | +261 34 05 621 94 / +261 3313 060 17 |
| E-mail | nqamamitiano1010@yahoo.fr / nqamamitiano1010@gmail.com |

